

Formation du prix dans le différentiel des champs de vie sociaux *Udo Hermannstorfer*

Lors d'achat usuel de marchandise, il se démontre comment nous ne vîmes qu'une relation ponctuelle entre les participants. Dans la pure économie de marché, l'avant et l'après de l'acte d'échange, ne nous concernent pas, ce qui est décisif, c'est ce que nous y prenons pour nous. Toutes les énergies convergent en ce « *point of sale [instant de vente]* ». Nous voulons cependant nous émerger dans le processus avec notre conscience. Puisque cela ne servirait à rien de brandir un billet de 20 € à la caisse d'un supermarché, en demandant de le répartir équitablement au sein de la chaîne des formations de valeur. Le vendeur serait complètement surmené. Nous avons besoin pour cela, comme nous le vîmes, d'organes pour nous mettre d'accord.

Ceux-ci s'organiseront à chaque fois selon les données des branches et des régions, dans le détail vraiment différemment. Pénétrer l'économie avec conscience, signifie justement aussi prendre en compte son caractère différentiel. L'agriculture, l'industrie, l'économie monétaire et autres, ne sont pas les mêmes. Et si nous voulons considérer la *Dreigliederung* aussi bien institutionnellement que fonctionnellement, alors il se révèle aussi des questions économiques en rapport aux institutions de la vie politico-juridique et à celles du spirituel-culturel. La vie spirituelle créatrice joue, comme nous le vîmes, en tout un rôle de consommateur en rapport avec l'événement économique d'ensemble. Quelle création de valeur l'État reçoit-il par les impôts ?, c'est, d'une part, une question politique et, de l'autre, une question d'entente associative. Cet arrangement aujourd'hui devient non seulement pas vraiment transparent et se produit largement « sans conscience ».

Ainsi se pose absolument la « question du prix » dans les rapports entre les vies spirituelle, juridique et économique. En déduire la conclusion inverse, que les vies spirituelle et juridique produiraient des biens et des prestations économiques, est nonobstant simplement faux — une conclusion erronée qui engendre d'ailleurs des pathologies dans notre société actuelle.

Dans l'ouvrage « Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de la vie du présent et du futur », R. Steiner écrit au sujet de ce thème des phrases qui, aujourd'hui encore, parmi ses partisans, n'ont pas été prises en connaissance souvent ou bien seulement d'une manière sélective : « À l'intérieur du domaine économique on n'a à faire qu'avec des marchandises. Pour ce domaine, les productions, qui prennent naissance à partir de l'organisation spirituelle et de celle de l'État, adoptent aussi ce caractère de marchandises. Ce dont un enseignant s'acquitte, en faisant cours à ses élèves, c'est, pour l'économie, une marchandise. À l'enseignant on paye aussi peu ses qualités individuelles que l'on paye au travailleur sa force de travail. Ne peut être payé à tous deux que ce qui émanant d'eux, peut être marchandise et denrée dans le circuit économique. Comment la libre initiative, comment le droit doit agir, afin que la denrée se réalise, cela se trouve aussi en dehors du circuit économique, comme l'effet des forces de la nature sur le rendement en céréales, dans une année prospère ou lors d'une année maigre. Pour le circuit économique, l'organisation spirituelle relativement à ce qu'elle revendique, en tant que rapport/produit économique, et aussi l'État, sont des producteurs de denrées singuliers. Seulement que ce qu'ils produisent, à l'intérieur de leur propre domaine, ce ne sont pas des denrées, mais au contraire, elles ne deviennent d'abord des denrées que lorsque c'est absorbé dans le circuit économique. Ils ne mènent pas d'affaires économiques dans leurs propres domaines ; mais avec ce qui est produit par eux, la gestion de l'organisme économique fait des affaires. »¹

¹ R. Steiner : Les points essentiels de la question sociale dans les nécessités de vie du présent et du futur, GA 23, Dornach 1976, pp.130 et suiv.

Ces questions, dans leur ensemble, ne peuvent être qu'esquissées ici, mais nous devons pourtant traiter quelque peu plus en détail : l'importance de la « stratification qualitative de l'économie », pour notre sujet.

Ressources, agriculture et industrie

L'économie est à établir entre nature et esprit. À la nature, on compte les ressources de la terre, les richesses du sol et la fertilité du sol. Un pays sur le territoire duquel on découvre du pétrole, peut devenir, en un rien de temps, de région pauvre en région riche — que l'on pense à la Norvège.² Un pays qui ne dispose pas de pétrole, doit engager une grande partie de sa force de production économique rien que pour importer du pétrole. Cela explique la lutte amère, par exemple, pour les richesses du sol de l'Arctique, à savoir la question du jusqu'où s'étend la territoire d'un État. L'accès aux richesses du sol touche toutes les autres questions économiques. Comment doit-on s'y prendre avec les ressources, cela devient la question-clef d'une configuration équitable sous le registre de la globalisation.

L'agriculture n'emprunte pas simplement les richesses de la nature. Il y contribue aussi, par les soins apportés au sol, à y élever la fertilité. Des questions de prix sont ici encore à endiguer³ dans des formes concrètes de communauté et de conditions de vie.

L'artisanat est en partie entre-tissé dans les conditions de vie, vis-à-vis desquelles il se rend aussi en partie autonome.

Dans l'industrie cette indépendance devient le facteur dominant. La relation au terroir est toute autre. La nature n'est pas estimée dans sa valeur de vie mais au contraire utilisée en tant que lieu d'implantation. Une nouvelle couche d'économie industrielle prend ainsi naissance et se dépose à présent sur toutes les autres et y entraîne des répercussions. C'est-à-dire que l'agriculture aussi est pensée et pratiquée industriellement.⁴ Elle est ainsi tendanciellement ruinée en sortant qu'une organisation qu'elle consacrait aux soins du sol, pour entrer dans une autre, qui désormais exploite la terre et ruine les sols.

Par le machinisme prend naissance un courant de valeur gigantesque qui dépasse toutes les démarcations régionales. Ce courant de biens rend indispensable un commerce correspondant. Autrefois, le commerce c'était quelque chose de supplémentaire, ce par quoi l'on acquérait des épices et des étoffes précieuses des pays étrangers. À présent, pour les biens, la circulation est indispensable. Aujourd'hui les coûts de circulation se situent en moyenne largement plus haut que les coûts de fabrications. Les coûts de circulation sont répartis sur tous les acteurs économiques. Malgré la relativement haute part prise aux coûts de circulation, le commerce, dans son ensemble, rend moins coûteux. La division du travail ne peut justement pas se limiter à la production, si elle doit développer son potentiel.

Les fabriques sont à présent entrées sur les lieux où des conditions de vie villageoise se sont développées. À présent seulement, le travail devient un facteur autonome. Ce qui était autrefois une part de la vie, devient une denrée sur le marché du travail, devient une grandeur de calcul. Des coûts salariaux deviennent un facteur de concurrence et la pauvreté un avantage de concurrence.

² Cela ne vaut bien sûr que lorsque ce ne sont pas des investisseurs étrangers et des élites corrompues qui réussissent à en usurper rien que pour eux seuls les avantages, il existe de cela des exemples dans une toute une série de pays du tiers monde.

³ Ici l'auteur utilise le verbe *ein-betten*, 1. coucher ; 2. endiguer, ramener dans son lit, noyer (dans le béton), qui vient du substantif *das Bett*, le lit la couche, mais aussi le gisement, et la couche de terre qu'on enseme. *ndt*

⁴ À preuve, le complexe d'exploitation agricole de mille vaches, en construction en Picardie. Une honte avec les tonnes d'antibiotiques qu'il va falloir utiliser et une production de lait de mauvaise qualité, en tout cas pas en bio, qu'on ne pourra même pas refourguer aux Chinois ! *ndt*

Dans la machinerie agit l'énergie d'organisation de l'esprit, utilisée sur le travail, en le refoulant (en l'épargnant). Au moyen de la « rationalisation » il devient possible, de produire plus en un temps de plus en plus court et avec de moins en moins de travail corporel. Tandis que l'utilisation matérielle de l'espace et du temps est diminuée, un espace de liberté prend tendanciellement naissance — du temps libre. En surface, ceci n'est pas trop visible, la valeur épargnée n'est en effet pas portée au bilan. Cela contribue à ce que les gains de productivité soient répartis dans le social de manière extrêmement problématique et atterrissent dans des poches erronées. Considérés en soi et pour soi, les gains sont quelque chose de neutre : ils peuvent être privatisés par les propriétaires du capital, peuvent aboutir au consommateur sous la forme de diminution des prix, peuvent être réinvestis ou bien utilisés pour faire un don libre.

Circulation et économie financière

Un prix c'est une valeur de denrée en argent. Avec l'accroissement de la circulation l'économie financière se pousse sur toutes les autres. Outre le commerce, les banques jouent un rôle clef. L'argent semble tout d'abord n'être qu'un instrument finaud qui facilite les affaires — ce qu'il fait aussi. En même temps, il apporte quelque chose de problématique avec lui-même. Les processus de production économique exigent une synchronisation du flux de denrées et du flux d'argent. Tandis que les denrées subissent une usure naturelle, il n'est pas prévu d'amortissement faisant vieillir l'argent dans l'ordonnement financier qui se développant désormais tout seul. Le sujet de « l'argent vieillissant » est repoussé et n'apporte avec soi que le souvenir catastrophique d'inflation au moyen de processus hyper-inflationnistes. À l'occasion, on ne voit pas que l'argent n'est pas une denrée, mais sert la documentation d'une revendication de droit qui a pris naissance dans le processus de production.

Au cours des évolutions décrites, les sources, à partir desquelles s'alimente la production des biens, lesquelles pourtant ne représentent en elles-mêmes aucune denrée, ont été peu à peu incorporées à l'économie d'une manière agissant pathologiquement : sol, travail, et capital devinrent donc des denrées, qui sont négociées sur ce qu'on appelle les marchés facteurs. Les problèmes aggravants qui en sont nés pour la société, se montrent le plus nettement sur la question de la propriété : le droit de propriété devint de manière multiple un droit d'exploitation.

Dans l'agriculture, autrefois, l'utilisation du sol était assurée par la transmission de la propriété par le sang. Bien sûr des combats devaient dans ce contexte vider les disputes sur le droit du sol. Aujourd'hui, le sol, dans le cas normal, n'est pas fait valoir par un propriétaire installé, mais au contraire par un fermier — ou bien par un nouveau propriétaire, qui a acheté le terrain à une communauté d'héritiers et qui dut pour cela s'endetter. La capitalisation du sol par le don est difficile à saisir par le bas, puisqu'un porteur d'impulsion qui n'est pas apparenté doit payer les frais de succession les plus élevés. On voit comment ici, d'anciennes formes du droit se heurtent à de nouvelles.

L'idée de propriété se transforme avec l'évolution de l'industrialisme capitaliste. À qui appartient une entreprise ? Une entreprise est une communauté de tâches. Ne devrait-elle pas appartenir à tous ceux qui forment cette communauté ? Dans les mouvements coopératifs, c'est actuellement en partie le cas aujourd'hui encore, mais le courant dominant va dans une autre direction. Des formes de société apparaissent, qui sont orientées d'une manière primaire sur le capital. Les moyens de production sont devenus un objet de pouvoir vendable. La question de l'utilité est de ce point de vue étouffée.

On s'est mis presque à faire du commerce avec les parts de propriété de l'entreprise, par exemple avec des actions. Dont la valeur se détache tendanciellement de la réalité donnée : des évolutions futures projetées sont intégrées dans le calcul, par exemple des recettes à venir. Cela agit sur la sensibilité des acteurs. On ne voit plus d'une manière primaire l'utilité d'activité entrepreneuriale de l'entreprise, mais au contraire, on pousse à un paiement possiblement élevé des intérêts de propre

« capital investi ». Ici aussi, on en arrive à une concurrence irréaliste avec de réelles valeurs : des pouvoirs peuvent être ainsi gagnés qui n'ont rien à faire avec la réalité. Qu'il s'agisse de représentations de valeurs comptabilisées en l'air, cela ne devient pas visible aussi longtemps que quelques actions seulement sont cédées, ou selon le cas options d'actions, *Credit default swaps* [*troc de défaut de crédit*] ou comme tous les appellent les « produits financiers » roubards.

Qu'est-ce qui est encore à considérer comme juste dans ce contexte ? Des grandeurs de référence sont échangées pêle-mêle. Comment le chaos du prix se laisse-t-il démêler ? Comment se laissent découvrir les lieux d'où les plus grandes confusions de prix ont pris leur départ ? Comment pouvons-nous distinguer lors de quelles opérations nous avons encore à faire à des événements sensés de l'économie réelle — par exemple exclusion des risques des cours d'échange dans les affaires étrangères au moyen d'une option monétaire — et où il s'agit de capitalisme de casino destructeur ?

Dans l'économie financière, « l'esprit agit dans l'économie », à vrai dire souvent il n'est pas bon, bien au contraire c'est un esprit qui apporte seulement le salut aux rentes. Les grandes fortunes n'ont cessé de croître ces dernières années. À la chasse aux rentes, ceux qui disposent de fortunes sont en quête de possibilités de dépôts. Ainsi en arrive-t-on, comme le remarque R. Steiner, à un engorgement du capital dans les biens-fonds. Même les œuvres d'art sont aujourd'hui l'objet de spéculations. La concupiscence de rentes saute les frontières du réel, ainsi recherche-t-on à créer une réalité virtuelle et à concocter sans cesse de nouveaux produits financiers. Ces investissements dans des semblants de valeurs chaotisent toujours plus l'ensemble du processus.

Où va le toujours plus ?

Où l'on va avec le toujours plus ? C'est aujourd'hui la grande question. Et la seule et unique réponse, la seule et unique issue, c'est qu'il faut consommer ! Avec les denrées, il est clair pour chacun que leur destination repose dans la consommation. Et pourquoi devrait-il en être autrement pour le capital ?

Nous devons apprendre à différencier le fait que l'augmentation maximale de la productivité, qui fut juste pour le développement industriel, ne vaut que pour ce secteur — sans doute avec la restriction que les gains de productivité doivent être répartis équitablement. En rapport à l'agriculture, nous devons aussi nous interroger au sujet d'une limitation nécessaire de l'augmentation de la productivité, pour la santé de la Terre et celle de l'être humain. Devons-nous vraiment sélectionner des vaches qui donnent 10 000 litres de lait par an ? 5 000 litres ne suffisent-ils déjà ?

Avant toutes choses, nous devons apprendre que l'esprit organisateur qui est agissant dans l'économie ne doit pas revendiquer pour lui tout seul les valeurs qu'il renferme, de sorte que tout excès de capital lui reste collé comme du gluau. L'économie ne doit engendrer que ce qui est réellement consommé. La croissance matérielle à tout prix rend malade. L'édification de valeur sans la destruction de valeur, provoque un engorgement destructeur.

Alors que l'on apprécie l'esprit dans son action organisatrice, l'esprit libre et créateur est lui sous-estimé et trop peu perçu. La libre vie de l'esprit, le domaine de l'évolution des énergies essentielles de l'être humain, est pour cette raison tendanciellement sous-financée. C'est ici que reposerait en vérité la solution de l'énigme : des excès [de capital, *ndt*] qui affluent dans cette sphère et qui y deviennent des revenus pour ceux qui travaillent dans la culture, ne seraient plus pour l'essentiel investis, mais au contraire consommés, et agiraient en conséquence en désengorgeant.

Il est usuel aujourd'hui que les entrepreneurs inscrivent au compte de leurs entreprises tout ce qui y est produit, au titre d'une production même d'entreprise. Or, non seulement tous les collaborateurs

y participent, mais il s’y fourre aussi toute la vie culturelle passée et avec elle, le savoir accumulé, qui se trouve aujourd’hui à libre disposition et collabore directement à la formation de valeur. La culture est une source de haute productivité. Et de la même façon que l’ancienne vie spirituelle conditionne aujourd’hui la vie économique, alors la vie économique actuelle doit contribuer à soutenir l’actuelle vie de l’esprit.

Valeurs de transposition permettent une production spirituelle

Sous le point de vue de la formation de valeur et de prix, il est à remarquer qu’en rapport à la vie de l’esprit, il se produit une répartition de valeur : des revenus qui naissent à partir de la combinaison des processus de type V1 et V2, sont partagés avec les « purs consommateurs », en transposant sur eux cette contribution partielle et elle est donc désengorgée et donnée librement. Ce processus de partage de revenu rend possible l’activité d’enseignants, d’artistes et autres, et avec elle la naissance de valeurs non-économiques. [On pourrait caractériser ce processus de la même façon que celui qu’a exposé en détail Michael Ross dans sa conférence, il y a un an à cet endroit-même, comme le processus de création de valeur 3 (V3)]⁵

Le partage de revenu « désengorgeant » est dans son essence même encore un don. Il peut se produire individuellement ou institutionnellement. Lorsque j’acquiers un tableau, c’est le plus souvent le premier cas. Lors du financement d’écoles, ce devra être des solutions institutionnelles, puisque le droit à la formation représente un droit de l’homme à garantir de la part de la communauté universelle. Aujourd’hui, nous ne connaissons presque que les impôts comme une telle forme d’institution, que l’on peut aussi caractérisée comme du « don contraint » (R. Steiner). Ils sont malades du fait qu’il s’accompagne ainsi d’une forte tendance de l’État à intervenir sur le contenu, dans le domaine de la culture et de la formation, et pas seulement au sens d’une surveillance juridique. Si l’on finançait la formation, au-delà d’une répartition de revenu liée à une contrainte, avec des bons de financement à la formation, alors l’afflux d’argent serait abandonné plus clairement aux êtres humains eux-mêmes — on vivrait alors plus de liberté, même si le moyen en était encore réuni par l’entremise des impôts.

Toutes ces réflexions montrent que la question du prix n’est pas unidimensionnelle et c’est la raison pour laquelle elle doit être considérée de tous les côtés et dans tous ses aspects.

Sozialimpulse 4/2013.

(Traduction Daniel kmiecik)

⁵ Voir Michael Ross : *Mouvements de création de valeur et tensions de formation de valeur— Qu’est ce qui est réellement précieux ?* dans : *Sozialimpulse 4/2012*, pp.8-15, p.10.